

La croissance économique : mécanismes, effets et perspectives.

Par [Karine Chakir](#), Economiste.

En août 2004, contre toute attente, l'OCDE revoyait à la hausse ses prévisions de croissance économique mondiale pour les années 2004 (3,4% au lieu de 3%) et 2005 (3,3% plutôt que 3%). Dans la lignée, la Banque Centrale Européenne (B.C.E.) réévaluait la croissance de la zone EURO de 1,7 à 1,9% pour l'année 2004 et de 2,1 à 2,3% pour l'année 2005. Malgré les cours élevés du pétrole, ces estimations optimistes sont jugées réalistes et l'INSEE anticipe une croissance pour l'économie française non pas de 1,7% mais de 2,4%.

Est-ce le signe d'une réelle reprise économique tirée par les croissances chinoise et américaine ou est-ce un simple rattrapage après deux années moroses ?

Pour répondre à cette question, nous analyserons les éléments qui composent la croissance économique. Nous nous pencherons sur ses effets attendus, en termes d'emplois et de fiscalité notamment, sans ignorer les théories de la croissance à long terme explicitées par Robert E. Solow, prix Nobel d'économie en 1987.

1 Les déterminants à court-terme de la croissance économique

La croissance économique est mesurée par l'**évolution** du **Produit Intérieur Brut (PIB)**. On parle de **récession** quand la croissance du PIB est négative, ce qui fut le cas en France en 1993 (- 0,8%), mais aussi de mi 2002 à mi 2003 (- 0,6%). Cette dernière récession n'est pas apparue dans les statistiques annuelles, le PIB français ayant augmenté de 0,9% en 2002 et 0,4% en 2003. La **stagnation** concerne une croissance proche de zéro.

Le PIB est égal à la somme des valeurs ajoutées produites par un pays en un an. La **valeur ajoutée** est la richesse créée par la transformation des matières premières et produits de bases (appelés consommations intermédiaires) en produits de valeur supérieure.

On peut également définir le PIB comme la somme de la consommation des ménages, des investissements, de la dépense publique et du solde du commerce extérieur (exportations moins importations). A court terme, les déterminants de la croissance économique sont donc les composants du PIB.

1.1 La consommation des ménages

Les observateurs se polarisent sur ce déterminant. Dès que les ménages dépensent plus, un optimisme s'empare des commentateurs. La demande est certes importante car son augmentation est le signe d'un regain de confiance des ménages dans l'avenir et, surtout, elle incite les entreprises à produire plus pour la satisfaire, faisant ainsi fonctionner l'économie plus fortement.

Dans une période de croissance économique, telle que celle vécue de 1997 à 2001, la consommation des ménages expliquait 52% du PIB français. Depuis, les ménages sont plus prudents dans leurs dépenses et ont accru leur épargne.

Un changement de comportement n'est perceptible que depuis le second trimestre 2004. En effet, la demande des ménages français s'est accrue de 2,7%, un chiffre élevé comparé à la faible croissance de leur pouvoir d'achat (+0,3% en 2003) et au maintien d'un taux de chômage élevé (9,9% en août 2004). Les effets des récentes mesures gouvernementales d'incitation à la consommation seront amplifiés par l'optimisme concernant la reprise mondiale.

1.2 L'investissement

L'investissement ne concerne pas uniquement l'investissement privé en capital des entreprises, mais touche aussi l'investissement en logement des ménages. Dans une période de croissance comme celle allant de 1997 à 2001, l'investissement expliquait 39,5% du PIB français. Depuis, les entreprises ont peu investi, alors que les ménages ont continué leurs acquisitions en logement. La hausse de l'investissement du second trimestre 2004 (+1,8% par rapport au second trimestre 2003) provient des entreprises à hauteur de 2,2% et des ménages pour 1,6%. La hausse de l'investissement français devrait atteindre 8% en 2004. Elle est stimulée par l'investissement des entreprises françaises qui espèrent bénéficier des effets de la croissance américaine (4% en 2004) ou de débouchés plus récents tels que la Chine et l'Inde.

1.3 Les dépenses publiques

Bien que la France ne respecte pas le pacte de stabilité concernant le déficit public, (4,1% du PIB 2004, au-delà des 3% autorisés), nous ne pouvons pas affirmer que les dépenses publiques soient un instrument utilisé par le gouvernement pour stimuler la croissance. De

1990 à 1997, les dépenses publiques expliquaient 45% de la croissance du PIB français. De 1997 à 2001, sa contribution n'était que de 12,5%, la croissance mondiale d'alors, rendant moins nécessaire une stimulation du PIB par les dépenses gouvernementales. En revanche, nous le verrons par la suite, le regain de croissance économique entraîne de plus fortes rentrées fiscales.

1.4 Le solde extérieur

En période de faible croissance nationale, le solde extérieur qui est la différence entre les exportations et les importations, est un déterminant essentiel du PIB. Il expliquait 44% du PIB français dégagé de 1990 à 1997. En effet, les ménages consomment peu (en cas de croissance molle), les importations sont faibles et les entreprises trouvent à l'étranger les débouchés pour leur production. Les exportations sont alors fortes et le solde est automatiquement important.

En période de forte croissance, le solde extérieur est un contributeur négatif à la croissance (-6,5% de 1997 à 2001, par exemple), le taux de croissance des importations étant supérieur à celui des exportations.

Dans le contexte actuel de reprise économique (durable ou non), le solde extérieur semble être un déterminant faible de la croissance du PIB, pour une raison mécanique et un motif plus structurel. La raison mécanique est qu'en période de forte croissance, les importations augmentent plus vite (estimées à +3,8% en 2004) que les exportations (+1,1%). En effet, la récente hausse de la consommation des ménages (+4,2% en juin 2004) s'est essentiellement portée sur des produits importés.

Le motif structurel à la faible contribution du solde extérieur à la croissance économique est la moindre performance des exportations françaises, notamment au regard du taux de change entre l'Euro et le Dollar US. De ce fait, les entreprises françaises ont du mal à profiter des marchés en expansion tels la Chine et l'Inde. Si la reprise se confirme, il s'agirait plutôt d'une « **croissance à l'anglo-saxonne** », basée sur une forte consommation des ménages mais un commerce extérieur mou, peu porteur de croissance.

2 Les effets attendus de la croissance

La reprise économique autorise des recettes fiscales inattendues et un éventuel risque inflationniste. Mais l'effet principal escompté de la croissance économique est la création

d'emplois et la réduction du taux de chômage. Mais rien n'est moins sûr : tout dépend du contenu en emplois de la croissance.

2.1 Des recettes fiscales supplémentaires

Nous l'avons évoqué, une croissance du PIB entraîne mécaniquement un plus faible taux de déficit public, puisqu'il est exprimé en proportion du PIB. Surtout, la croissance permet de nouvelles recettes fiscales. Toute hausse de la consommation entraîne une plus forte perception de la TVA. Pour la partie de la consommation portant sur des biens et services nationaux, la hausse de la production entraîne de plus grandes recettes fiscales relatives aux résultats des sociétés. Ainsi, la réévaluation de la croissance économique française en 2004 (de 1,7% à 2,4%) entraînerait une plus-value fiscale de **4 milliards d'euros** (chiffres du ministère de l'économie) qui devrait permettre un déficit public de 3,6% du PIB en 2004, et non plus 4,1% initialement budgété.

Dans son projet de loi de finance 2005, actuellement en discussion, le ministre de l'économie anticipe un déficit public de 2,9% du PIB (comme en 2001), ce qui signifierait un retour au respect du pacte de stabilité.

L'Organisation de Coopération et de Développement Economiques (OCDE), plus prudente, annonce un déficit public français de 3,8% du PIB en 2004 et 3,5 en 2005.

2.2 Le risque inflationniste

L'annonce d'une meilleure croissance économique s'accompagne souvent de propos alarmistes sur le risque inflationniste lié à une surchauffe économique. La croissance entraînerait une hausse des prix des biens et une inflation par les coûts de production (matières premières et salaires). Une des raisons de la hausse du prix du pétrole étant la forte croissance économique de la Chine (et de l'Inde), nous sommes tentés d'établir un lien entre la croissance et l'inflation par les coûts de production.

Cette crainte doit être atténuée par le fait que l'économie ne fonctionne pas à 100%. En effet, une bonne partie des capacités de production des firmes n'est pas utilisée. Surtout, comme le taux de chômage est très élevé, toute hausse de demande de travail par les entreprises sera satisfaite sans hausse de salaire. Ainsi, le chômage est un cruel remède contre les risques d'inflation par le coût du travail en cas de reprise économique.

Le taux d'inflation anticipé par le projet de loi de finance 2005 ne serait que de 1,8%, après avoir probablement atteint 2,2 en 2004. Ces taux ne révèlent pas de tensions inflationnistes liées à la croissance.

2.3 Une réduction du taux de chômage

Dans une approche schématique de l'économie, malheureusement trop souvent répandue, toute croissance économique (par une hausse de la demande, par exemple) entraîne une hausse de la production. Cette augmentation de l'offre de biens et services rend nécessaire le recrutement de personnes afin de réaliser cette production supplémentaire. Ceci réduirait automatiquement le chômage. Malheureusement, tout cela est à nuancer et de nombreuses « fuites » entravent cette mécanique bien huilée.

Tout d'abord, la consommation peut se porter sur les produits étrangers (cas actuel), ce qui affaiblit l'effet de la croissance sur l'offre : les exportations sont donc une de ces fuites.

Ensuite, les entreprises françaises n'utilisent pas toutes leurs capacités de production. Le taux actuel d'utilisation des capacités de production de l'industrie manufacturière française est de 68%. Les firmes peuvent donc augmenter leur production sans embaucher. D'autres firmes, en sureffectif, peuvent utiliser cette période d'euphorie pour se restructurer et investir en productivité, donc éventuellement licencier !

Enfin et surtout, toute création d'emplois n'entraîne pas une réduction du chômage dans les mêmes proportions. En effet, dans un contexte de marché du travail morose, certaines personnes s'excluent elles-même de la population active, pensant avoir peu de chances de trouver un emploi. Tel est le cas de certaines femmes au foyer, étudiants prolongeant leurs études ou pré-retraités pourtant encore désireux de travailler. Si la croissance économique est jugée solide, certaines de ces personnes vont se présenter sur le marché du travail. Ceci explique paradoxalement une augmentation du chômage en pleine période de croissance économique !

Il existe un niveau de croissance à partir duquel la création nette d'emplois est positive : c'est le **point mort**, différent selon les pays, révélateur du contenu de la croissance en emplois. Pour la France, ce point mort se situerait, selon l'INSEE autour de 1,8% en 2004, alors qu'il était de 1% en 2000. Le **contenu de la croissance en emplois** s'est appauvri en partie car les instruments qui permettaient à la croissance de s'enrichir en emplois (tertiarisation, allègement des charges sur les bas salaires, temps partiel, CDD) furent beaucoup utilisés. Ils s'essouffent, ce d'autant plus que la productivité s'est fortement améliorée.

Au-delà d'une croissance économique de 1,8%, toute hausse de 0,1 point de % du PIB entraîne une création nette de quinze mille emplois. Mais l'attraction des inactifs par un marché du travail moins atone n'entraîne une réduction du chômage qu'à partir d'une croissance égale à 2,4%.

Ce taux, qui correspond à une création nette de 80000 emplois, est justement le taux de croissance anticipé pour la France en 2004. Ainsi, selon l'Institut National des Statistiques et des Etudes Economiques (**INSEE**), aucune réduction du taux de chômage n'est à prévoir en 2004 mais une décrue pourrait s'amorcer en 2005 si la croissance anticipée de 2,5% se réalise effectivement.

D'autres pays ont une croissance avec un plus fort contenu en emplois, comme les Etats-Unis et le Royaume Uni. Leur point commun est la flexibilité de leur marché du travail. La forte réglementation du marché du travail (en France notamment) est souvent invoquée pour expliquer un fort taux de chômage.

3. La croissance à long terme

3.1 *L'apport fondamental de Solow*

Dans son article fondateur de 1956, qui lui vaudra le prix Nobel d'Economie en 1987, Robert Solow démontre comment la croissance du stock de capital, la croissance de la force de travail et surtout le **progrès technique** affectent le niveau de production et sa croissance dans le temps.

Dans son modèle, la croissance du stock de capital est financée par l'épargne, dans une vision désormais datée du système financier. La croissance de la force de travail est déterminée par des raisons démographiques. Le progrès technique est un mode de ré-allocation des facteurs travail et capital.

Le stock de capital est le déterminant essentiel de la fonction de production. Il s'élève grâce aux investissements. Il s'amointrit naturellement par amortissement. Il existe un stock de capital *stationnaire* pour lequel l'investissement égalise l'amortissement. L'augmentation de l'épargne permet d'élever le stock de capital, donc d'accroître la production à un taux moins fort à mesure que l'économie se rapproche de l'état stationnaire.

Le modèle de Solow explique une part de la disparité des croissances des pays. Il justifie que les pays ayant les plus faibles PIB par habitant ont des taux de croissance plus forts, pouvant ainsi rattraper les pays anciennement développés.

Le progrès technologique accroît l'efficacité du travail, donc élève l'apport du travail à la croissance de la production. Le progrès technologique permet une modification de la combinaison entre le travail et le capital. Surtout, et c'est là l'apport de Robert Solow, le progrès technologique est un **3^{ème} facteur de production**, autorisant d'autres niveaux de performance du système productif. Un moyen évident de favoriser le progrès technique est l'investissement en R&D, privée et/ou publique.

3.2 Les divers approfondissements de la croissance de long terme

Pour Robert Solow, le progrès technologique est exogène. Certains auteurs ont tenté d'expliquer le progrès technologique par des variables internes au modèle (« endogénéiser »). D'autres auteurs ont ajouté au capital industriel (physique) le facteur « **capital humain** » qui est la formation initiale et complémentaire. D'autres ont infirmé la théorie de Solow par des séries chronologiques. L'analyse de la croissance du PIB américain de 1950 à 2000, qui fut de 3,6% par an, se décompose comme suit :

- 1,2 point de PIB s'explique par la hausse du stock de capital ;
- 1,3 point par l'augmentation du nombre d'heures travaillées ;
- 1,1 point par l'amélioration de la production totale des facteurs.

Si l'étude s'était focalisée sur les dix dernières années, nous aurions vu l'importance de l'augmentation du nombre d'heures travaillées de la croissance du PIB.

L'autre source de la croissance, évoquée depuis 20 ans, est la dérégulation du marché des biens et services. Elle permettrait de fluidifier les entrées (créations) et sorties (disparitions) des entreprises sur les marchés, pour une meilleure allocation des ressources. En effet, les entreprises présentes seraient plus efficaces. Ceci pourrait stimuler la croissance à moyen terme et l'emploi à long terme.

3.3 L'arbitrage entre productivité et utilisation de la main d'œuvre

Dans le respect des travaux de Solow, l'O.C.D.E décompose la croissance de ses pays-membres entre la productivité et l'utilisation de la main-d'œuvre. Il en résulte un choix de société de la part des principaux pays européens (hors Royaume Uni). Pour ces pays, la France en tête avec ses 35 heures, les gains de productivité servent à dégager du temps pour les loisirs, dans une perspective historique d'amélioration des conditions de vie, au risque d'exclure 10% de la population active.

Ce modèle est-il préférable au modèle anglo-saxon où le taux de chômage est faible, donc l'utilisation de la main-d'œuvre est maximale, mais où le nombre de travailleurs pauvres (car en temps partiel très faible) est important ? La réponse est éminemment politique et il ne nous appartient pas d'y répondre ici.

4. Conclusion

Derrière le terme « croissance » se cachent diverses réalités économiques. Une croissance de pur développement économique est constatée pour la Chine et l'Inde. Une croissance basée sur une consommation en hausse et de faibles exportations semble être le modèle des pays anciennement développés avec comme source la forte utilisation du travail aux Etats-Unis et au Royaume-Uni et comme source les gains de productivité en France.

La croissance économique des pays européens est estimée à 1,9% en 2004 et 2,2 en 2005. Sa hausse est trop récente pour pouvoir affirmer si nous entamons ou non un cycle de dynamique économique après quelques années moroses. Surtout, la persistance d'une croissance molle, dans des pays tels l'Allemagne (malgré ses atouts à l'export), l'Italie (en crise politique) et les Pays-Bas, ne nous permet pas de corroborer l'optimisme de certains concernant le retournement d'un cycle économique.